

# le prolétaire

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL  
DU PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONAL  
(Programme Communiste)**

Mars 1967 — 5<sup>me</sup> Année — N° 41

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.  
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB  
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB  
"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert  
C.C.P. 2202-22 Marseille

## Encore une "révolution culturelle" aux frais du prolétariat !

**P**OUR la seconde fois en quarante ans, la théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays » trouve son banc d'essai dans l'immense Chine. Pour la seconde fois, c'est le prolétariat chinois et le mouvement ouvrier mondial qui feront les frais de ces funestes tentatives.

Pourtant les protagonistes d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes. En 1926-1927, contre la domination totalitaire du stalinisme, la Gauche marxiste s'était dressée pour défendre le programme révolutionnaire et internationaliste du prolétariat. Aujourd'hui les adversaires sont deux jumeaux, deux branches du même arbre généalogique auquel Staline a lié son nom. Et il n'y a pas entre eux des divergences de principe, mais les intérêts matériels de deux grandes puissances, de deux Etats nationaux bourgeois. Si un journalisme intéressé croit apercevoir un abîme entre leurs programmes et leurs doctrines, c'est uniquement parce que la Chine affronte aujourd'hui, dans des conditions plus dramatiques que la Russie d'il y a trente ans, le dilemme de son isolement qu'elle théorise après l'avoir subi.

Par une tension extrême de toutes ses forces productives, la Chine essaie de combler le retard séculaire de son économie et de sa technique. Vainement elle espère y arriver en puisant dans les traditions et les « coutumes » nationales ce patrimoine de « culture » matérielle, seul bien que le capitalisme puisse laisser en héritage au prolétariat mais qui ne pourra être récupéré que sous les décombres de la société bourgeoise enfin détruite. Pour accomplir de tels efforts, non seulement la Chine ne reçoit pas d'aide, mais elle n'a rencontré que des obstacles de la part de Moscou.

Ce qui s'effondre pour les deux pays « frères » qui s'étaient fait passer pour des Etats prolétariens, c'est tout l'édifice social auquel ils avaient confié leur sort. Ensemble ils avaient annoncé la naissance d'un « camp socialiste » qui devait opposer ses remparés

à l'assaut des gendarmes du marché mondial. Ce « système socialiste », conçu comme une alliance entre Etats souverains et comme un champ clos d'économies nationales, croule aujourd'hui dans un vacarme retentissant. Staline, en 1926-1927, Mao en 1949, avaient parrainé le « bloc des quatre classes » contre la dictature inévitable d'une seule classe et à titre d'étape sur le chemin de la dictature prolétarienne. Ce bloc aujourd'hui éclate sous le poids de ses propres contradictions et des antagonismes de classes. Ils avaient aussi prévu, sur la base de cette mosaïque de formations sociales hétéroclites, la « construction du socialisme » en vase clos. Le marché capitaliste mondial en a brisé la fragile vitrine, entraînant dans son tourbillon la Russie mercantile des Khrouchtchev et des Kossyguine, pendant que la Chine de Mao recherchant désespérément sa place au soleil des échanges commerciaux, devait payer la tragique rançon des crises économiques et des soubresauts politiques. Pour les deux frères jumeaux rien n'est resté debout de ce socialisme « national » qui se promettait de survivre comme une île heureuse au milieu du monde capitaliste, pour mieux ensuite le dévorer.

Devant cette faillite retentissante, la « révolution culturelle » chinoise annonce-t-elle un tournant régénérateur, comme pourraient le croire des prolétaires écrasés sous le poids de la réaction et auxquels on avait assuré qu'à notre époque « la moitié du monde est passée au socialisme » ?

Notre réponse est non ! Si, par simple hypothèse, il était vrai que les dirigeants chinois aient secoué les sortilèges du « bloc des quatre classes » et de « l'Etat de tout le peuple », s'ils avaient enfin ouvert les yeux sur cette dure réalité que des années de sang, de sueur et d'exploitation surhumaine du prolétariat n'ont abouti en Chine qu'à construire le capitalisme et à pousser les forces nationales et internationales de la bourgeoisie à arracher le mas-

que de leur propre domination, si tout cela était vrai, quel serait leur langage ? Ils n'appelleraient pas les prolétaires à une campagne d'éducation et de rééducation des cerveaux, à une croisade morale contre des chefs plus ou moins corrompus, à une orgie de rappels à l'ordre, de préceptes juridiques et d'intrigues administratifs. Ils n'imiteraient pas le style illuministe, l'idéalisme propres aux révolutions culturelles bourgeoises pour qui l'histoire est le produit des idées et les idées le produit des hommes. C'est à une révolution sociale qu'ils appelleraient les prolétaires, afin de détruire les rapports matériels entre les classes et d'anéantir non des « coutumes », mais le système de production et d'échange qui les fait naître. Ils les inviteraient donc à renverser la pyramide de la culture qu'ils édifient sous les noms de Marx et de Lénine réduits à l'état d'« icônes inoffensives ». Et sur le front de cette lutte, ils appelleraient les prolétaires de tous les pays à jeter à la mer le boulet de la démocratie, du progrès et de la paix, à se battre pour le seul objectif de la révolution et de la dictature communistes !

Cela, ils ne le font pas et ils ne peuvent pas le faire. Car ils auraient dû d'abord accomplir eux-mêmes leur propre « révolution culturelle » en assimilant le marxisme. Mais il aurait fallu pour cela détruire

(Suite en page 4)

## A bas la démocratie, les nations indépendantes, la paix impérialiste et la prospérité bourgeoise

Le P.C.F. nous apprend par ses affiches électorales qu'il veut "Une France démocratique, indépendante, pacifique et prospère". Sans doute, mais que veut d'autre l'U.N.R. et en quoi ces mirifiques slogans intéressent-ils le prolétariat ?

Tout ouvrier conscient des intérêts et des buts de sa classe sait que la démocratie est la forme d'Etat qu'adopta la bourgeoisie lorsque son pouvoir se trouva suffisamment affermi et que la menace prolétarienne fut suffisamment canalisée. Fondée en droit sur l'égalité mythique de tous les citoyens, elle repose sur le colossal mensonge qui fait du pauvre l'égal du riche, de l'ouvrier l'égal du capitaliste... le temps éphémère d'une cérémonie électorale et afin que le pauvre reste pauvre et le riche, riche, l'ouvrier, ouvrier et le capitaliste, capitaliste dans la vie et la société réelles, jour après jour. Le mensonge démocratique est l'arme par excellence de la conservation bourgeoise, celle qui agit en profondeur, quotidiennement en persuadant l'exploité que quelque chose peut changer comme par miracle, sans luttes, sans efforts ou presque, sans que rien ne soit changé à la société réelle dans laquelle il étouffe.

Ce mensonge, tous les partis bourgeois le répandent à profusion parce qu'il émascule l'énergie de classe du prolétariat, mais c'est sans conteste au P.C.F. que revient le principal rôle dans cet abrutissement démocratique de la classe ouvrière. Toute l'histoire des démocraties occidentales prouve que la concentration du capital entraîne, au niveau de l'Etat, une concentration correspondante du pouvoir et une prédominance croissante du pouvoir exécutif. Sans se priver de la démagogie démocratique, la bourgeoisie est contrainte de révéler au grand jour la nature réelle de son Etat de classe, comité d'affaires du grand capital financier et gardien suprême de l'ordre établi. L'opportunisme "ouvrier", lui, crie au scandale du "pouvoir personnel", pleure sur l'abaissement du parlement et promet de "renover" la démocratie. Les "beaux parlements" de la III<sup>e</sup> sont morts : ils ont été portés en terre en même temps que la "France éternelle" à la petite-paysannerie nombreuse, vivant du pillage sans merci d'un vaste empire colonial. Ils n'ont plus leur place à l'heure des blocs impérialistes, de leur âpre concurrence, de la domination du capital financier. En se faisant le porte-parole des nostalgies "démocratiques" de la petite-bourgeoisie traditionnelle, non seulement le P.C.F. trahit les intérêts de la classe ouvrière, mais encore défend-il une cause perdue d'avance. Plus que jamais, l'alternative est unique : ou dictature du capital, plus ou moins maquillée de "démocratie", ou dictature du prolétariat.

Le P.C.F. veut une "France indépendante", il souhaite qu'elle agisse "librement" dans le concert discordant des nations. Mais qui agrée de façon "indépendante" ? Les "représentants légitimes du peuple français", l'"Etat librement élu" ? Quel ouvrier ignore que seuls peuvent agir ceux qui ont la puissance économique ? Réclamer l'indépendance de "son" pays, c'est vouloir, non pas tellement l'indépendance, mais

(Suite en page 4)

## La grève des dockers

En raison de la périodicité de notre journal, nous n'avons pu formuler dans notre numéro de février, qu'un jugement rapide et pessimiste sur la grève alors en cours des dockers marseillais. Jugement trop rapide, mais non pas trop pessimiste. La reprise du travail est venue bien plus tard que nous ne l'avions prévu, mais nullement en raison de la puissance et de l'extension du mouvement : bien au contraire, à cause de la froide intransigeance des acconiers prolongeant leur lock-out en dépit de la capitulation des syndicats.

La grève avait pour motif la non-réalisation de promesses contenues dans un accord qui, en mai 1966, avait mis fin à un précédent conflit. Devant la mauvaise volonté patronale, les attermolement des « discussions paritaires », les dockers, après une grève d'avertissement de 48 heures le 31 décembre dernier, décidèrent d'avoir recours, à partir du 2 janvier, à une tactique d'usage déjà précédemment utilisée et qui consiste à refuser les heures supplémentaires, le travail du samedi après-midi et du dimanche. Cette mesure fut appliquée efficacement jusqu'au 17 janvier, date à laquelle les acconiers, en riposte, décrétèrent le lock-out. En dépit d'un réel élan

de solidarité des dockers des autres ports, les syndicats C.G.T., dès le 19 janvier, décidaient de proposer aux patrons la reprise du travail aux conditions antérieures sous condition de levée du lock-out et promesse de nouvelles discussions à venir.

Dès ce moment le mouvement pourrit, les syndicats avançant des propositions de plus en plus conciliantes, les acconiers s'ingéniant à les rejeter. Ils feignent d'abord de ne pas connaître les revendications posées par les dockers et exigent ensuite des syndicats un engagement plus précis en faveur du retour à des conditions normales.

Les délégués ouvriers, toute honte bue, précisent que par "conditions normales" ils entendent bien celles qui existaient avant la grève, "c'est-à-dire y compris les heures supplémentaires, les nuits et les dimanches".

« Quant au rendement, ont-ils le front d'ajouter — ce rendement que, quelques jours plus tôt un de leurs tracts dénonçait comme comportant "des cadences inhumaines, exténuantes, au mépris des règles d'hygiène et de sécurité" — ce rendement donc « n'a jamais été mis en cause et, bien entendu, il continuerait à être assuré selon les

normes établies ». Bref c'est la capitulation sur toute la ligne ; une capitulation particulièrement humiliante et démoralisante car les acconiers s'offrent la joie de laisser les syndicats patauger ainsi près de trois semaines. Après quoi, convaincus de l'impossibilité d'une révolte de la part d'ouvriers qui ne subsistent plus que par des aumônes officielles ou officieuses, ils se décident à signer un protocole d'accord mettant fin au conflit.

"Conditions normales de travail" acceptées, avec heures supplémentaires, rendement, etc... ; signature de la convention collective, but de la grève, renvoyée à des "conversations ultérieures" ; augmentation de la pause-repas, autre revendication des dockers, réalisée par le prélèvement d'une demi-heure sur l'heure non-payée jusqu'ici consacrée aux opérations d'embauche ; remplacement des réunions paritaires d'arbitrage précédemment convoquées en cas de conflit par des commissions permanentes chargées de les prévenir, voilà à peu près tout le bilan final de la grève des dockers.

Pour négatif qu'ils soient, ces résultats ne donnent l'exacte mesure

(Suite en page 4)

### Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

#### Les premières années de la dictature du prolétariat en Russie (2<sup>e</sup> partie)

Le samedi 8 avril, à 20 h. 30

au siège du journal :

7, Cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS  
SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

# L'ANNÉE 1917

Les diplomates, les chefs d'Etat, les professeurs et les avocats du conformisme social, les bonzes patentés des syndicats ouvriers, les bureaucrates et les traîtres qui osent encore se réclamer du communisme vont "commémorer" cette année le cinquantenaire de la Révolution russe de 1917. Tous ceux qui ne voient plus dans l'action et la préparation révolutionnaires que l'œuvre de sectaires et de factieux ou qui prétendent substituer aux révolutions inévitables de l'histoire la transformation progressive de l'Etat et de la société par les mystères de la démocratie parlementaire et du progrès bourgeois vont publier des tonnes d'articles, de brochures et d'études érudites pour s'approprier la Révolution d'Octobre et la retailler à la mesure de leur "temps", de leurs traditions nationales et de leur mentalité de philistins. Un demi-siècle a tout juste suffi pour effacer de l'esprit et du cœur du prolétariat mondial le souvenir vivant de sa révolution d'octobre. Puisse-t-il en moins de temps renouer avec ses enseignements historiques et son internationalisme de classe ! C'est dans cette pensée et à la honte de toutes les charognes jubilaires que nous ouvrons avec cette rubrique les pages les plus glorieuses de l'Année 1917.

Et d'abord, prolétaire, relis cette leçon de toutes les révolutions. On te dit aujourd'hui qu'il n'est pas de changement possible dans l'ordre social établi sans la "volonté du peuple", sans le consentement de la "majorité de la nation" exprimé par ses représentants "légaux", en un mot, sans "démocratie véritable". Qu'elles soient bourgeoises ou prolétariennes, toutes les révolutions ont toujours prouvé qu'elles se moquent de la démocratie. Trotsky rappelle en ces termes cet enseignement de l'histoire confirmé par la révolution de février 1917 à Pétrograd :

« Le renversement du pouvoir a eu lieu sur l'initiative et par les forces d'une cité qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays. Si l'on veut, on peut dire que le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli. Si l'on avait en perspective une Assemblée constituante, cette circonstance ne changeait rien à rien, car les délais et les modalités de la convocation d'une représentation nationale devaient être déterminés par des organes qui émanaient de la victorieuse insurrection de Pétrograd. Cela jette une lumière crue sur la question de la fonction des formes démocratiques en général et, en particulier, en période révolutionnaire. Au fétichisme juridique de la "volonté populaire" les révolutions ont constamment infligé de rudes coups, d'autant plus implacables qu'elles étaient plus profondes, plus hardies, plus démocratiques... Dans toutes les révolutions véritables, la représentation nationale s'est inévitablement brisée la tête, se heurtant à la dynamique révolutionnaire dont le foyer principal était la capitale. Il en fut ainsi au XVII<sup>e</sup> siècle en Angleterre, au XVIII<sup>e</sup> en France, au XX<sup>e</sup> en Russie. Le rôle de la capitale est déterminé non point par les traditions du centralisme bureaucratique, mais par la situation de la classe révolutionnaire dirigeante dont l'avant-garde est naturellement concentrée dans la métropole : cela est aussi vrai pour la bourgeoisie que pour le prolétariat » (Trotsky « Histoire de la Révolution Russe »).

Ainsi les époques révolutionnaires balayaient impitoyablement le préjugé démocratique et le fatalisme social dont s'imprégnent jusqu'à la nausée les époques de réaction et de prétendu développement pacifique de l'humanité. Mais qu'est-ce qu'une révolution ? Que représentent ces tournants brusques de l'histoire qui viennent clore d'entières périodes et en ouvrir de nouvelles ? Le propre des longues phases évolutives est d'en faire oublier le sens. Le propre des contre-révolutionnaires est d'en falsifier tous les enseignements. La survie du régime social contre lequel l'Octobre avait déclenché l'assaut des prolétaires n'a pas seulement effacé de la mémoire des hommes le souvenir de leurs batailles passées, l'on en est même venu à bannir du domaine de la prévision scientifique les inévitables crises révolutionnaires qui secouent périodiquement les sociétés de classe.

Telle est l'œuvre de décomposition durable et de démoralisation profonde accomplie par le stalinis-

me. Guerres et révolutions sont présentées aux générations actuelles comme mille fois plus "absurdes" et plus "folles" que l'absurdité et la folie de leur propre existence quotidienne marquée par la pathologie sociale d'un régime pourri. Le stalinisme en est venu à faire douter les prolétaires désarmés que le passage d'une mode de production sociale à un autre s'accompagne de crises révolutionnaires qui ressurgiront inmanquablement tant que les forces productives n'auront pas renversé les vieux rapports de production. De même en est-il venu à nier que ce passage d'un mode de production à un autre n'est possible qu'avec la conquête du pouvoir politique par la classe opprimée et sa dictature de fer sur les anciennes classes dominantes. Dès lors que peut-il rester des révolutions de l'histoire ? Un seul fantôme décharné et la double version démocratique ou conspirative qui fait apparaître leur cause comme vraiment désespérée et leur victoire comme vraiment "impossible".

En 1926 le cinéaste Eisenstein retaille "Octobre" à la dimension d'un épisode : la prise du Palais d'hiver. En 1936 Staline retaille pour la révolution russe l'habit d'Arlequin d'une constitution démocratique. Louis XVI nommait "émeute" une révolution ; Versailles invoquait le "suffrage universel" contre la Commune de 1871. Mais les véritables révolutions sont tout aussi éloignées de l'une et l'autre version qu'en donnent tour à tour les classes dominantes et leurs sbires. Lorsqu'éclate la révolution de février 1917, le premier souci de Lénine est de montrer comment et pourquoi en huit jours, sous la seule poussée du prolétariat et de la garnison de Pétrograd, a pu s'effondrer un régime qui tenait depuis des siècles et qui résista pendant trois ans aux assauts furieux de la révolution de 1905 déferlant sur toute l'étendue de l'Empire des tsars. Dans sa première "Lettre de loin", Lénine parle même de "miracle" ; puis il l'explique que ni la nature ni l'histoire ne font des miracles, malgré la facilité apparente, la désinvolture et la joie avec lesquelles l'humanité se débarrasse de son passé :

« Si le prolétariat russe n'avait pas pendant trois années, de 1905 à 1907, livré de grandes batailles de classe et déployé toute son énergie révolutionnaire, la deuxième révolution n'aurait pu être aussi rapide : son étape initiale n'aurait pas été achevée en quelques jours. La première révolution de 1905 a profondément ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie politique et à la lutte politique des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans ; elle a révélé les unes aux autres et au monde entier toutes les classes (et les principaux partis) de la société russe dans leur vraie nature, dans la véritable corrélation de leurs intérêts, de leurs forces, de leurs moyens d'action, de leurs buts immédiats et lointains. La première révolution et l'époque de contre-révolution qui l'a suivie (1907-1914) ont décelé le fond de la monarchie tsariste, l'ont poussée à son "extrême limite", en ont mis à nu toute la pourriture et toute la turpitude, ont démasqué tout le cynisme et la corruption de la clique tsariste dirigée par le monstrueux Raspoutine, toute la férocité de la famille Romanov : ces massacreurs qui inondèrent la Russie du sang des juifs, des ouvriers, des révolutionnaires ; ces propriétaires fonciers, "les premiers entre leurs pairs", possesseurs de millions de déciatines de terre et prêts à commettre toutes les atrocités et tous les crimes, à ruiner et étrangler autant de citoyens qu'il le faudrait pour conserver leur "sacrosainte propriété" et celle de leur classe.

Sans la révolution de 1905-1907, sans la contre-révolution de 1907-1914, une "autodétermination" aussi précise de toutes les classes du peuple russe et des peuples habitant la Russie eût été impossible ; de même, il eût été impossible que se déterminent les rapports de ces classes entre elles et vis-à-vis de la monarchie tsariste, comme l'ont montré les huit jours de la révolution de février-mars 1917. Cette révolution de huit jours s'est "jouée", s'il est permis d'utiliser cette métaphore, après une dizaine de répétitions générales et partiel-

les ; les "acteurs" se connaissaient, connaissaient leurs rôles, leurs places et tout le décor, en long, en large et en travers, jusqu'aux moindres nuances tant soit peu importantes de leurs tendances politiques et de leurs méthodes d'action. » (Lénine "Lettres de loin" : lettre du 7 mars 1917).

Ainsi, les révolutions ne se font ni selon la "volonté des peuples", ni selon la volonté des "chefs". A propos de la révolution de février, Trotsky a cité la phrase du socialiste-révolutionnaire Mstislavsky : « La révolution nous a surpris, nous autres hommes de parti, en plein sommeil, comme les vierges folles de l'Evangile ». Et en effet l'on ne "fait" pas une révolution : celle-ci s'impose aux hommes, vient les surprendre, met à l'épreuve leur énergie, leurs prévisions et leurs programmes. Il en fut ainsi de la révolution de 1917. Mais une révolution n'est jamais tout à fait "spontanée", tout à fait "surprenante". Elle n'est pas une pure explosion de forces élémentaires, mais un acte de conscience et de volonté politique. Elle n'est pas un moment isolé dans la chaîne des événements historiques, mais couronne mille escarmouches entre les classes, mille "répétitions générales et partielles" au cours desquelles les protagonistes ont appris à se connaître, ont mesuré leurs forces et aiguisé leurs armes. Tels sont les enseignements de toutes les révolutions et la réponse du marxisme au préjugé démocratique de la "volonté populaire" et au fatalisme historique qui fait dépendre le salut de l'humanité de l'initiative d'un moment ou de quelques hommes providentiels. Nulle révolution n'a mieux été préparée que ne l'a été la révolution russe pendant des décennies de luttes quotidiennes auxquelles le prolétariat et le parti bolchévique ont su imprimer leur sceau de classe. Nulle révolution n'a été moins "complotée" que celle qui vint "surprendre" Lénine dans son exil suisse au mois de février 1917.

« Mais, continue Lénine dans la lettre déjà citée, pour que la première, la grande révolution de 1905, que MM. Goutchkov, Milioukov et consorts avaient condamnée com-

me une "grande rébellion", ait conduit en douze ans à la "brillante" et "glorieuse" révolution de 1917, que les Goutchkov et les Milioukov déclarent "glorieuse" parce qu'elle leur a donné (pour le moment) le pouvoir, il a fallu encore un grand, un vigoureux, un tout-puissant "régisseur" capable, d'une part, d'accélérer énormément la marche de l'histoire universelle et, d'autre part, d'engendrer des crises mondiales économiques, politiques, nationales et internationales d'une intensité sans précédent. Outre une extraordinaire accélération de la marche de l'histoire universelle, il a fallu des tournants particulièrement brusques pour qu'à l'un d'entre eux la tèle de la monarchie des Romanov, élaboussée de sang et de boue, puisse verser du premier coup.

Ce "régisseur" tout-puissant, ce vigoureux accélérateur, ce fut la guerre impérialiste mondiale.

Ces mots de Lénine rappellent que la force explosive des grands bouleversements historiques que les politiciens de bas étage recherchent dans les combinaisons électorales, les campagnes "idéologiques" ou le marchandage de "réformes" surgit d'elle-même des antagonismes sociaux du monde capitaliste. C'est la crise du capitalisme mondial qui accélère la faillite du tsarisme. Mais, à son tour, la victoire de la révolution à Pétrograd ne devait pas rester la victoire de la Russie moderne sur son arriération séculaire ; elle ne devait pas simplement marquer la fin d'une longue lutte contre le tsarisme et le commencement de la Nation russe. Les premiers mots du premier article que Lénine a consacré à la révolution de février le soulignent à dessein : « La première révolution engendrée par la guerre impérialiste mondiale a éclaté. Cette première révolution ne sera certainement pas la dernière ». Révolution "russe", mais non "nationale" ; impersonnelle, mais non anonyme. Telle est la marque qu'un parti et une classe ont imprimé aux événements de l'année 1917.

Par delà le flux et le reflux des crises capitalistes, la victoire d'Octobre en Russie et les défaites successives en Occident prouvent une chose : c'est que pour l'écrasement du capitalisme il faudra que concourent les facteurs objectifs de sa crise inévitable et l'intervention consciente, organisée, d'une armée aguerrie de longue date, l'armée de classe et son parti.

## SCIENCE

Des journalistes bien intentionnés ont écrit que pour les héros d'expéditions circumlunaires mourir dans la puante atmosphère de notre planète, à 66 mètres du sol, c'était vraiment "trop bête". Et avec les mêmes bonnes intentions ils se sont étonnés que la technique et la science modernes capables de tant de miracles n'aient su ni parer à un incendie de bord, ni prévoir ses conséquences fatales dans des engins aussi perfectionnés. Toute la puissance et tout le savoir accumulés par le Capital ne valent pas, quand il s'agit de préserver une vie humaine, les services ordinaires d'un modeste sapeur-pompier ! Telles sont les constatations, pas bêtes du tout, auxquelles sont arrivés par mégarde Messieurs les feuilletonnistes, commentateurs et moralistes hebdomadaires.

Accident ? Il s'en produit tellement dans cette société pourrie qu'on a prévu pour eux une armée d'experts, d'assureurs, d'avocats et de secouristes. Mais parfois "l'accident" sort des sphères familières de la vie quotidienne et tourne au scandale. On a prévu pour cela l'armée des littérateurs, des politiciens, des "consciences révolutionnaires" et, à l'extrême limite, les changements de gouvernement. Mais dans un pays de capitalisme aussi avancé que l'Amérique du Nord le scandale et l'accident, la loi et le hasard, l'ordre et l'anarchie se mêlent et se confondent jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir. C'est pourquoi les gouvernements n'y tombent plus pour un "scandale", mais naissent, vivent et meurent dans le scandale permanent du régime capitaliste.

Quoi qu'il en soit, la mort des trois astronautes de Cap Kennedy

a suscité l'habituelle levée en masse des enquêteurs et des bavards en tout genre. Et comme pour les émoustillés, pendant que M. Johnson assistait aux obsèques de deux des victimes de la cabine Apollo, deux autres astronautes américains mouraient carbonisés dans les mêmes conditions que leurs camarades à la base militaire de San Antonio (Texas). Accident ou scandale ? Ce n'est pas nous, communistes irréductibles, qui établiront une hiérarchie des délits et des peines du système capitaliste. Cette tâche revient de droit aux philosophes de l'ordre bourgeois et aux idéologues de la démocratie. Cependant nous lisons ces lignes que MM. Russel et Sartre ne manqueront pas de verser au volumineux dossier de leur "Procès Bouffe" à la grande Amérique :

« Ces dernières années, quatre incendies s'étaient déclarés dans des simulateurs de vol ou des cabines : en 1960 et en 1962 à l'école de médecine aérospatiale de la base de Brooks, dans le Texas ; en 1963, au laboratoire médical de l'aviation navale de Johnsville, en Pennsylvanie, en 1966 dans une installation industrielle de la côte occidentale des Etats-Unis. »

Le journal "Le Monde" qui publie ces lignes à la page 20 de son édition du 2 février 1967, comme un fait divers qui ne saurait troubler la conscience publique des moralistes, des politiciens et des philosophes, ajoute encore ce commentaire édifiant : « Il serait malaisé de procéder maintenant aux transformations des cabines spatiales qu'entraînerait l'emploi d'un mélange gazeux (comportant moins de risques d'incendie que l'oxygène pur actuellement en usage — N.

## ET CAPITAL

D.R.). L'installation nécessaire à cet effet serait trois fois plus lourde que celle reposant sur l'usage de l'oxygène pur et il faudrait procéder à des modifications très substantielles de l'équipement de bord. De l'avis de quelques spécialistes, la mise au point de nouvelles cabines pourrait aller jusqu'à demander deux années de travail et elle bouleverserait totalement le programme américain de débarquement sur la Lune, ne laissant aux Etats-Unis guère de chances d'arriver les premiers sur notre satellite. Aussi peut-on douter que, confiante dans les bons résultats enregistrés lors de tous ses premiers vols spatiaux, la N.A.S.A. en vienne à prendre une telle décision. »

Course à la Lune ou course à la mort ? Ce n'est pas la première fois que la Science se montre si prompt à sacrifier l'Homme à la plus grande gloire de l'Etat et du Capital. A l'Est comme à l'Ouest cela est devenu son fait. Mais alors, quand la chronique scandaleuse des conquêtes spatiales vient frapper bien bas sur cette terre, ne cherchez pas d'autre auréole pour ses victimes ! Leur mort n'est pas plus "bête", pas plus "absurde" que celle du G.I.'s au Vietnam. Dans cette infâme société l'astronaute ou le fantassin, quelle que soit leur éthique personnelle, ne seront jamais ces "chevaliers de l'absolu" ouvrant à l'humanité de nouveaux mondes. Car le capitalisme a laissé derrière lui avec ses condottieri, ses explorateurs et ses grands capitaines, les ruines de sa propre civilisation et la fin de son propre héroïsme. Il fallait que les premières (?) victimes de l'espace périssent sans plus de gloire que les

soldats yankees qui tombent au Vietnam ! Il fallait que les héros de l'espace meurent sur cette terre, de la même mort qui sera celle du Capital : morts par le Capital !

PROLETAIRES  
DE LANGUE  
ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA  
COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte

syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"  
Boîte Postale 375  
Marseille-Colbert

Le manque de place nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro la suite de l'étude sur "Parti et syndicats", ainsi qu'un article sur l'Angleterre face au Marché commun.

# Le crétinisme parlementaire

Le parlement n'est pas, n'a jamais été, ne peut devenir l'instrument d'émancipation du prolétariat : par cette formule lapidaire nous pourrions résumer tout ce que nous avons écrit dans nos précédents articles consacrés à la « tactique parlementaire » du mouvement ouvrier. Il est bien vrai que l'histoire a imposé à la classe ouvrière, durant une phase déterminée, l'utilisation du parlement. Mais cette utilisation ne fut bénéfique que dans la mesure où elle ne faisait pas obstacle à une intervention politique future du prolétariat selon ses méthodes spécifiques : insurrectionnelles et non démocratiques, dictatoriales et non constitutionnelles. Chaque fois qu'il en fut différemment, chaque fois que le parti de la classe ouvrière cessa de considérer le parlement comme un simple moyen légal d'agitation, ce parti dégénéra, perdit sa fonction de classe. Ce fut le cas de l'Internationale

socialiste à la veille de la première guerre mondiale : l'Internationale communiste n'aurait jamais vu le jour si l'expérience réformiste-parlementaire de son aînée n'avait sombré dans la plus infâme des collaborations de classe, celle qui consistait à pourvoir en chair à canon les charniers de l'impérialisme.

A son tour, cette Troisième Internationale ouvrière devait, pour des raisons déjà exposées, subir le même sort que la Deuxième, passer de l'opportunisme à la trahison, du parlementarisme réformiste à la défense de la République, de la patrie, de la grandeur nationale. Pourtant, si l'Internationale communiste, dans ses premiers Congrès, avait décidé « d'utiliser » le parlement, cela avait été dans un tout autre but. Il s'agissait, tout en participant aux campagnes électorales, d'en dénoncer le principe mensonger. Il n'était question, en envoyant des communistes au parlement, que d'en saboter l'activité et non de la rendre meilleure, comme préten-

dent le faire les pseudo-communistes d'aujourd'hui. En un mot, à l'époque de Lénine, la présence de représentants ouvriers dans les assemblées bourgeoises n'avait pas d'autre but que de préparer leur destruction révolutionnaire, alors que les promotions « communistes » contemporaines, celle de Thorez comme celle de W. Rochet, affirment leur désir de leur donner une vie éternelle.

Cette conception initiale du « parlementarisme révolutionnaire », que l'opportunisme de source moscovite ou chinoise escamote soigneusement du souvenir et de la tradition de la lutte prolétarienne, ressort clairement des thèses du 2<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale citées dans notre dernier article et qui ne constituent, d'un bout à l'autre, qu'une cinglante dénonciation des mensonges de la démocratie bourgeoise et de la trahison de ses laudateurs socialistes. Ceci étant souligné, étant admis d'autre part que le « parlementarisme révolutionnaire » de la III<sup>e</sup> Internatio-

nale s'est, de toute évidence, soldé par une faillite, quelle leçon le mouvement prolétarien doit-il aujourd'hui tirer de cette expérience ? Doit-il ne donner à ce fiasco qu'une portée contingente qui autoriserait à en reconduire demain la formule dans des conditions de reprise prolétarienne ? Lui faut-il au contraire considérer qu'après cette expérience l'utilisation du parlement et des élections, même en vue d'une simple agitation, doit être définitivement bannie ?

Nous répondrons aujourd'hui à ces questions, non pas en formulant une trop facile condamnation a posteriori, mais en nous appuyant sur des réserves, des critiques et des mises en garde que notre propre parti formula contre toute l'Internationale à l'époque où l'utilisation du parlement par les communistes s'inscrivait intégralement dans une perspective révolutionnaire et où rien ne confirmait encore que la grande vague subversive soulevée par la Révolution d'Octobre était vouée à avorter.

## CRITIQUE DE LA "TACTIQUE PARLEMENTAIRE" DE LA III<sup>me</sup> INTERNATIONALE

Au deuxième Congrès de l'I.C. en 1920, la majorité de l'Internationale adopta les décisions dont nous avons précédemment fait état concernant la tactique dite du « parlementarisme révolutionnaire ». Notre parti, alors représenté par la « Fraction abstentionniste italienne », critiqua sévèrement cette tactique, livrant le premier combat d'une lutte que nous continuons aujourd'hui, après des vicissitudes sans nombre, toujours fermes et rigides sur nos principes alors que, de la glorieuse Internationale de Lénine, il ne reste même plus les ruines.

1920, pensent les philistins, c'est de la « vieille histoire ». L'esprit philistin, de nos jours, est fort répandu ; non seulement dans les grands partis qui ont tout renié de leur passé et de leurs principes anciens, mais encore dans les tendances et les groupes politiques qui, bien que séparés de ces partis, ont soigneusement conservé tout ce qui, à leurs yeux, est indiscutablement « réaliste ». Ainsi, pour les pro-Chinois de « L'Humanité Nouvelle », il était réaliste, lors de la dernière élection présidentielle, d'appeler les ouvriers à voter — même si la tendance ne présentait aucun candidat — et à inscrire sur leur bulletin : « Je vote communiste » ! Grâce à ce geste, le principe sacro-saint de la « consultation populaire » était sauf et... conservée la routine du cérémonial le plus mystificateur de la vie politique moderne. Par contre, aux yeux des philistins c'est folle utopie d'oser dire aux prolétaires que, dans une future offensive de classe, ils pourront se passer de la farce centenaire des candidatures électorales.

En opposition à ce faux réalisme — qui n'est que pure et simple capitulation devant l'idéologie de l'adversaire — nous voudrions montrer ici, dans la limite de la place qui nous est consentie, que notre anti-électorisme est scientifiquement fondé sur l'analyse de la grande expérience historique à laquelle est lié le nom de la III<sup>e</sup> Internationale. Dans nos diverses études consacrées aux erreurs de cette Internationale, nous ne nous sommes pas limités à une sorte de nomenclature des fautes commises. Ces fautes nous les avons expliquées, justifiées même, par l'ensemble des conditions historiques qui les ont littéralement imposées à l'I.C. et dont l'analyse persévérante, en nous montrant que leurs séquences politiques sont en voie d'être ensevelies sous les ruines qu'elles ont elles-mêmes provoquées, nous permet de déduire la possibilité d'un nouveau mouvement prolétarien qui en sera totalement émané. A la base de toute dégénérescence de l'organisation prolétarienne il y a toujours une erreur : erreur théorique ou erreur d'appréciation. Nous ne croyons pas que ces erreurs soient le fait de « sottises » intellectuelles ou de crise de moralité des chefs. Elles ont des bases objectives, matérielles. Irrésistibles au moment où elles

surviennent, on acquiesce, en les analysant, la force de les bannir du programme de l'action future. Cette démarche critique est à la fois possible et nécessaire aujourd'hui, à une époque où les conditions fondamentales qui justifiaient, dès 1920, les plus grandes réserves sur la tactique parlementaire de l'I.C., n'ont fait que s'accroître avec une dégénérescence « supplémentaire » du mouvement ouvrier et avec les conséquences sociales de la folle expansion impérialiste que cette dégénérescence a consenti à la dictature du capital.

Des débats du Congrès de 1920, puisqu'il ne s'agit ici que d'indiquer les grandes lignes de la contestation formulée par notre parti à l'égard de la « tactique parlementaire » de l'I.C., nous ne donnerons que quelques passages relevés dans l'intervention du représentant de notre parti. Pour une étude plus complète de ces débats, nous renvoyons le lecteur à la brochure que nous venons de publier sur ce sujet.

Le rapporteur de la « Fraction abstentionniste » commençait son intervention en déclarant qu'il ne s'agissait pas, au sujet du parlementarisme, d'une « question de principe » : « En principe — dit-il — nous sommes tous antiparlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'Etat prolétarien ». Rappelant ensuite le processus de la dégénérescence opportuniste - parlementaire de la Seconde Internationale et la réhabilitation pratique et théorique du marxisme par la révolution d'Octobre, il souligna toutefois un aspect caractéristique de cette révolution : révolution « double », démocratique puis prolétarienne, ce qui ne saurait être le cas pour la révolution communiste à venir dans les pays occidentaux : « L'expérience tactique de la révolution russe — ajouta le rapporteur — ne peut donc être transportée intégralement dans les autres pays, où la démocratie bourgeoise fonctionne depuis longtemps et où la crise révolutionnaire ne sera que le passage direct de ce régime politique à la dictature du prolétariat ».

Il convient de s'arrêter un instant sur cette précision. Toute la clique de renégats qui a perverti le communisme international s'est attachée, elle aussi, quoique de tout autre façon, à ces différences existant entre les « conditions russes » et les « conditions occidentales ». Mais ce fut pour considérer le caractère prolétarien de la révolution d'Octobre — c'est-à-dire la dictature du prolétariat — comme un « cas » spécifique russe et pour en généraliser, au contraire, l'aspect démocratique qui, révolutionnairement valable pour un pays arriéré, ne l'est nullement en occident développé. La fraction abstentionniste au contraire — parfaitement d'accord en cela avec Lénine — relevait que la

dictature prolétarienne réalisée en Russie par les bolchevicks avait un caractère universel. L'idée contre laquelle elle mettait en garde l'Internationale c'était celle de la transposition à l'ouest de l'aspect démocratique de la révolution russe : transposition impossible dès lors qu'il ne s'agissait plus de deux révolutions, mais d'une seule.

Ayant appuyé fortement sur ces différences, le représentant de notre courant releva pourtant un fait significatif : bien qu'agissant dans des conditions tout autres que celles des pays capitalistes développés, le parti du prolétariat russe, précisément parce qu'il était marxiste, avait su déployer dans la vieille Russie des mesures ouvertement anti-démocratiques, anti-parlementaires, exactement conformes à celles qui convien-

tit l'appareil étatique de répression et c'est comme telle qu'il faut la démasquer. Il faut également réagir contre les illusions anarchistes et syndicalistes qui, tout en repoussant le parlementarisme et le réformisme, rejettent aussi la dictature du prolétariat.

L'orateur s'arrêta ensuite sur « la nécessité de la plus grande clarté dans la propagande de classe » : « Il faut donc donner des mots d'ordre simples et efficaces ». Puisqu'on condamne en principe le parlement, puisqu'on dénonce les élections comme une duperie, la propagande la plus claire est celle qui s'appuie sur « le boycottage des élections et des organes démocratiques bourgeois ». L'utilisation, même avec des intentions révolutionnaires, du parle-

L'usage du parlement comme « moyen d'action » est périlleux précisément parce qu'on devra détruire ce parlement à peine la crise révolutionnaire se sera-t-elle dessinée. Or les masses prolétariennes des pays occidentaux sont accoutumées à un tout autre usage du parlement. Toute la question est là : la persistance de l'utilisation du parlement — même en affirmant des fins révolutionnaires, des fins de destruction de ce parlement — prépare-t-elle ou non ces masses à cette destruction ?

Répondant à deux arguments essentiels des thèses parlementaires de l'I.C., lesquelles évoquaient l'œuvre dénonciatrice de Liebknecht au Reichstag pendant la guerre, le représentant de notre courant fit observer qu'il s'agissait d'une époque où le mouvement prolétarien était encore sur une position exclusivement défensive. « Au demeurant — ajouta-t-il — si on mettait dans un plateau de la balance, Liebknecht, Hoeglund et les autres cas peu nombreux d'action révolutionnaire au parlement, et du côté opposé, toute la série des trahisons des sociaux-démocrates, le bilan serait très défavorable au "parlementarisme révolutionnaire" ».

Enfin, ayant à affronter l'argument de Lénine selon lequel les abstentionnistes auraient choisi « la voie la plus facile », il riposta que la question parlementaire était bien loin d'être la question la plus difficile parmi toutes celles qui se posent à l'I.C. : « ...Après avoir résolu, comme on nous le propose, le problème de l'action parlementaire les autres problèmes beaucoup plus importants nous resteront sur les bras et leur solution ne sera certes pas facile ». L'orateur faisait allusion là à la question de l'activité des communistes dans les syndicats contrôlés despotiquement par les sociaux-démocrates et à la question de leurs rapports politiques avec ces mêmes sociaux-démocrates, problèmes que l'I.C., par la suite, résolut le plus mal possible. Sur la question en discussion, il conclut de la façon suivante : « Le parlementarisme bourgeois doit être remplacé par le système des Conseils ouvriers. Ce vieux masque qui tend à cacher la lutte de classe doit donc être arraché pour que l'on puisse passer à l'action directe révolutionnaire ». Toutefois, ajouta-t-il, « cette question ne peut et ne doit donner lieu à une scission dans le mouvement communiste. Si l'Internationale communiste décide de prendre sur elle la création d'un parlementarisme communiste, nous nous soumettrons à sa résolution. Nous ne croyons pas que cela réussisse mais nous déclarons que nous ne ferons rien pour faire échouer cette œuvre ». Et il termina en souhaitant que le prochain Congrès n'ait pas à faire le bilan de cette tentative, « mais plutôt à enregistrer les victoires que la révolution communiste aura obtenues dans un grand nombre de pays ».

(Suite en page 4)

Vient de paraître :

### La question parlementaire dans l'Internationale communiste

Cette brochure rassemble les articles, thèses et discours principaux sur cette question émanant de la direction de l'I.C. (au II<sup>e</sup> Congrès en particulier) et de notre courant.

Ces textes prouvent avec éclat quelle trahison des buts, des principes et des moyens d'action communistes représente l'actuel "socialisme parlementaire" des "communistes" officiels, tout en faisant ressortir le bien-fondé des positions de notre courant qui dès 1920, proposait aux communistes des pays occidentaux une tactique de boycottage des élections.

La brochure de 60 pages : 4 F.

Commandes au "Prolétaire"

La préparation de ce numéro spécial hors abonnement de "programme communiste" nous a contraints à supprimer le numéro du premier trimestre de la revue. Le prochain numéro sortira donc début avril ; les abonnés verront leur abonnement prolongé d'un trimestre.

ment à une révolution communiste en Occident : la dissolution de l'Assemblée constituante russe et la prise du pouvoir par les Soviets. C'est bien là l'attitude qui doit être celle de la révolution européenne : « Pour l'Europe occidentale, le problème révolutionnaire impose avant tout de sortir des limites de la démocratie bourgeoise, de démontrer que l'affirmation bourgeoise selon laquelle toute lutte politique doit se dérouler dans le cadre du mécanisme parlementaire est mensongère et que la lutte doit être portée sur un autre terrain, celui de l'action directe, révolutionnaire, pour la conquête du pouvoir ». « La première machine bourgeoise qu'il faut maintenant détruire avant de passer à l'édification économique du socialisme, avant même de construire le nouveau mécanisme de l'Etat prolétarien qui doit remplacer l'appareil gouvernemental, c'est le parlement ». La démocratie bourgeoise — insista le représentant de la « Fraction abstentionniste » — est une arme de conservation sociale encore plus efficace que celle que cons-

présente par contre deux grands risques : d'abord elle peut donner aux masses l'impression que l'activité électorale parlementaire est l'activité essentielle du parti ; ensuite elle peut absorber effectivement une grande partie de ses ressources et de ses énergies qui lui feront défaut dans les autres domaines de son action. Le représentant de notre courant déclara être d'accord avec les principes théoriques des thèses de l'I.C. sur le parlementarisme, mais non avec la pratique de leur utilisation. Il précisa ainsi sa pensée : « Nous ne rejetons pas le parlementarisme parce qu'il est un moyen légal. On ne peut en proposer l'emploi au même titre que la presse, la liberté de réunion, etc... Ici il s'agit de moyens d'action, là d'une institution bourgeoise qui doit être remplacée par les institutions prolétariennes des Conseils ouvriers. Nous ne pensons pas du tout ne pas faire usage, après la révolution, de la presse, de la propagande, etc... Mais nous comptons briser l'appareil parlementaire et le remplacer par la dictature du prolétariat ».

# A bas la démocratie

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

la force de "son" impérialisme. Et qu'est-ce qui lui donnera de la force, sinon une exploitation accrue du prolétariat qui peut seule permettre à "notre" impérialisme de faire meilleure figure dans la compétition sur le marché mondial.

L' "indépendance" de la nation, c'est sur la peau de l'ouvrier qu'elle s'édifie et les ouvriers le savent bien : leurs revendications se heurtent chaque jour aux exigences de la concurrence impérialiste. Mais il y a plus. Au XX<sup>e</sup> siècle, en pleine phase impérialiste, le développement du commerce international, l'exportation et l'importation des capitaux à l'échelle mondiale ont tissé de tels liens entre les différents pays qu'ils sont tous, du plus grand au plus petit, étroitement interdépendants, au point que tous les rideaux de fer se sont transformés en vulgaires passeroles. C'est là la tendance profonde du développement capitaliste et devant sa force irrésistible les pantins qui agitent désespérément leurs petits drapeaux nationaux — de de Gaulle à Waldeck-Rochet — ne sont plus que des guignols ridicules. Le mot d'ordre du prolétariat révolutionnaire ne peut être que : A bas les nations indépendantes, vive le socialisme mondial, car le capitalisme a déjà créé la base matérielle (mais cette base seulement) d'une société supérieure dépassant l'étroitesse misérable du cadre national pour réaliser l'unité de l'espèce humaine.

Et les "communistes français" veulent encore la paix : La paix des nations comme la paix des classes, en bons socialistes parlementaires et légalitaires qu'ils sont. Deux guerres mondiales n'ont pas suffi à leur apprendre que le gonflement monstrueux des blocs impérialistes implique le repartage périodique des zones d'influence, que la lutte économique pour se tailler une place sur le marché mondial (qu'ils baptisent gentiment "indépendance") à la mesure d'un appareil productif aux moyens sans cesse accrus ne peut déboucher, puisqu'elle est menée conjointement par chaque impérialisme, que sur la lutte militaire ouverte, — les moyens militaires augmentant du reste du même pas que la puissance industrielle "honnête". "Si tu veux la paix, disait Lénine, prépare la guerre de classe" : en reniant la lutte de classe, c'est la guerre impérialiste que les P.C. nationaux laissent préparer, en bonnes autruches petites-bourgeoises qu'ils sont.

Et une "France prospère" enfin ! Mais vous l'avez, la France prospère ! C'est la France gaulliste, la France de l'expansion, de la force de frappe, du marché commun, la France des bonnes affaires, la France qui importe de la force de travail à bon marché d'Afrique ou du Portugal. Le chômage menaçant ? La longueur de la journée de travail ? L'augmentation des cadences de production ? La vie folle dans l'enfer des villes ? L'abrutissement conjugué de l'école, de la télévision et de la voiture ? Mais qui croyez-vous qui la paie la prospérité sinon le prolétariat, et même s'il en reçoit quelques miettes ? Mais vous n'en avez pas assez, vous voulez plus de "prospérité", qu'on produise plus et plus vite.

La "prospérité", c'est l'accumulation sans frein du capital. Mais elle ne peut durer éternellement, précisément parce que tous les impérialismes accumulent sur un rythme dément et que tous les philistins, partout, veulent leur nation "prospère". Elle ne peut aboutir qu'à la crise, ou à une succession de crises. La prospérité actuelle nous y mène à grands pas tandis que les "communistes" nationaux agitent leurs hochets électoraux. C'est pourquoi les véritables communistes disent tout net aux prolétaires que seule la révolution communiste et leur dictature de classe peuvent les sortir des infâmies de la prospérité bourgeoise comme des cataclysmes sociaux qu'elle prépare pour demain.

## ENCORE UNE "REVOLUTION CULTURELLE"

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

toute la mythologie populiste et stalinienne dans laquelle ils ont grandi. Il aurait fallu remonter aux origines sanglantes de la contre-révolution qui ne date pas de Khrouchtchev, mais de Staline (pas de 1956, mais de 1926) et qui par-delà les bouleversements de la révolution d'Octobre va plonger ses racines au cœur même de la trahison et du révisionnisme de la social-démocratie européenne et mondiale. Mais sur cette voie, les dirigeants de Pékin auraient dû se renier eux-mêmes, renier leurs propres origines, leur bagage doctrinal, leur pratique gouvernementale. Ils ne l'ont pas fait et ils ne le feront pas !

Quelle lumière peut venir de l'Orient ? de cette nouvelle mobilisation de prolétaires pour un combat qui n'est pas le leur et qui porte toutes les marques des grandes campagnes stalinienne pour l'industrialisation forcée avec son triste cortège d'anciens dieux défenestrés et sa déification du chef suprême ? S'il doit en surgir une étincelle, elle ne

pourra venir que de la classe prolétarienne luttant contre ses faux bergers, qu'ils soient de mœurs « pures » ou « impures », de culture « orthodoxe » ou « hétérodoxe ». Mais l'Orient ne fera de nouveau resplendir sa lumière que le jour où une avant-garde aura retrouvé le trésor intégral et intangible du marxisme, mettant fin au sombre brigandage des Staline, Mao, Liu Shao-chi, de leurs sergents et caporaux. Alors cette avant-garde ne fera pas du marxisme l'instrument d'une « culture » hypocrite, mais l'arme flamboyante d'une lutte à mort entre les classes.

Dans les grands débats de l'Internationale sur la Chine, l'on avait dit en 1927 que d'un prolétariat comme le prolétariat chinois, habitué à « regarder la mort dans les yeux », il était permis d'attendre les plus grands sacrifices, le plus noble héroïsme. Avec l'arme formidable de la doctrine marxiste et du parti de classe, ce prolétariat saura encore une fois partir « à l'assaut du ciel » et vaincre pour lui-même comme pour ses frères de tous les pays !

## Le crétinisme parlementaire

(Suite de la page 3)

Il serait superflu, en 1967, de rappeler que ces victoires n'ont pas eu lieu et que les mises en garde formulées par notre parti se sont malheureusement vérifiées au-delà de toute prévision. Si le retour du communisme dégénéré au parlementarisme réformiste, démocratique, bourgeois fut et demeure l'aspect le plus visible parce que le plus répugnant de cette dégénérescence, il se produisit dans un contexte historique complexe que nous aurons à examiner dans notre prochain et dernier article. D'ores et déjà il est toutefois possible de conclure au caractère de failli-

te définitive de la tactique du « parlementarisme communiste ». Si l'I.C., dans toute sa puissance et sa conviction, n'a pas réussi à vaincre sur son propre terrain la force conservatrice d'inertie accumulée par des décennies de réformisme parlementaire, le parti de demain, en recourant aux mêmes méthodes, ira à une ruine certaine. On peut même dire plus : c'est seulement s'il surgit au cœur des masses une réaction violente, haineuse, implacable contre les mascarades électorales qui les ont désarmées un demi-siècle de plus, qu'un réveil révolutionnaire du prolétariat sera, à plus ou moins brève échéance possible.

# LA GRÈVE DES DOCKERS

(Suite de la première page)

ni de la défaite essuyée par une catégorie à la combativité quasi-proverbiale, ni de la signification précise de la victoire patronale. A l'origine du durcissement des acconiers, il faut avant tout voir les menaces qui pèsent sur les activités portuaires traditionnelles de Marseille dans une conjoncture d'intense concurrence internationale accentuée par l'ouverture du Marché commun, par la liquidation de la position impériale de la vieille cité, par les déplacements d'axes de trafic et d'activité industrielle qui en résultent. La volonté que manifeste le patronat, depuis quelques années, de briser la résistance ouvrière en des secteurs déterminés est un indice qui ne trompe pas : c'est l'indice de l'approche de la crise dont le capital s'efforce par avance de conjurer les dangereuses répercussions sociales.

« Le lock-out — écrivait le journal local "La Marseillaise" — apparaît comme une vaste opération élaborée au gouvernement et dirigée contre les travailleurs du port de Marseille. Cette opération vise au démantèlement des organisations syndicales. On voudrait que les dockers, à genoux, subissent les conditions des acconiers ». C'est bien de cela, en effet, qu'il s'agit. Mais avec cette aggravante que tait pudiquement le quotidien "communiste" marseillais : ce furent les **syndicats eux-mêmes** qui donnèrent le signal de cette humiliation. A l'attitude opiniâtre, intraitable des acconiers, on peut mesurer combien ils mettaient de prix à l'emporter, non seulement dans le conflit présent mais en vue de tous les conflits à venir. Dans leurs réponses aux propositions ouvrières, ils ne laissent jamais passer l'occasion d'affirmer froidement cette volonté. Ils "étudiaient", disaient-ils, les "modalités indispensables" de la reprise, s'accordant pour cela un délai confortable de huit jours. Ils précisaient ensuite leurs exigences : "l'accord envisagé doit empêcher des événements semblables de se produire", c'est-à-dire, en clair, qu'ils signifiaient aux dockers d'avoir à s'engager à ne plus jamais avoir recours au refus des heures supplémentaires. A toute proposition syndicale faisant état des promesses qu'ils avaient antérieurement signées, ils répondaient par une cynique fin de non-recevoir : "aucun fait nouveau" disaient-ils, ces revendications "ayant été jugées inacceptables dès le début du conflit".

En termes implacables, non plus les seuls acconiers, mais toute "l'Union patronale" locale formulait à son tour les exigences draconiennes des exploités : « Lorsqu'un port est soumis aux diverses contraintes de la concurrence internationale, l'amélioration des conditions de travail et le progrès social ne peuvent en aucun cas être obtenus par une surcharge nouvelle des prix de revient, mais par un effort constant de réduction de ceux-ci et un accroissement corrélatif du trafic. »

Voilà énoncée en toutes lettres la vérité fondamentale de la société bourgeoise : profits et salaires varient en raison inverse, mais le profit n'est pas simplement le gain personnel du capitaliste, sur lequel l'imagerie d'Épinal de la propagande opportuniste se complait à insister lourdement ; c'est avant tout la base de l'accumulation du capital, une catégorie qui n'intéresse pas que des patrons isolés, mais toute la classe exploitée. Plus la concurrence est âpre entre les secteurs, pays et entreprises rivaux, plus doit être grande la fraction de capital investi, plus intense est l'exploitation de la force de travail qui alimente cet investissement. Au niveau actuel de la compétition pro-

ductive internationale, finie la période où le patronat consentait à s'assurer une relative paix sociale au prix de tractations avec les syndicats. Depuis que l'ombre de la crise plane sur certains secteurs, ce même patronat entend se débarrasser de ces concessions gênantes. Ce n'est plus le sort d'un seul patron qui est engagé à l'occasion d'un conflit de salaires ou de conditions de travail, c'est celui de toute la classe des entrepreneurs capitalistes et elle veut à tout prix poursuivre sa contre-offensive jusqu'à la désorganisation et l'écoeurement des ouvriers.

A tout prix, disons-nous : il y a deux ans, Peugeot, soutenu pas tous les producteurs d'autos, préféra perdre la valeur de quelque dix milliers de voitures plutôt que de céder d'un pouce dans le conflit qui l'opposait à ses ouvriers. Cette année ce fut aux acconiers marseillais qu'échut la mission de briser une éventuelle vague revendicative. Les démocrates et progressistes ont bonne mine de s'écrier avec "La Marseillaise" du 27-1 : « Les acconiers cherchent-ils, à ruiner le port ? ». Ce que tout le patronat, dans son ensemble, cherche avant tout à ruiner, c'est la combativité ouvrière et tout ce qui subsiste d'organisation et de solidarité dans un prolétariat trahi par des décennies d'opportunisme. La lutte de classe, c'est cela et rien d'autre qu'il s'agit de ruiner. Certains, qui prétendent l'atténuer ou "l'humaniser", imputent à l'égoïsme ou à la sottise d'une catégorie patronale le conflit social qui est venu troubler la bonne quiétude méridionale. Nous qui savons que cet adversaire-là est, par définition, impitoyable, intraitable et, de toute façon impérieusement déterminé par ses intérêts de classe à ne reculer devant aucune infamie, c'est du côté des représentants ouvriers que nous cherchons la "responsabilité", non pas du conflit des classes, mais de la défaite qu'y ont essuyée les dockers marseillais.

L'opportunisme, ce terme qui revient si souvent sous notre plume, peut se définir par une brève formule : il consiste à formuler les revendications ouvrières dans le langage même des classes ennemies du prolétariat, donc à les assujettir à des considérations d'intérêts opposés à ceux des ouvriers. Par exemple, demander satisfaction pour les dockers en invoquant les intérêts du port et de la région, c'est subordonner cette satisfaction à la sauvegarde d'intérêts qui s'opposent à elle parce que cette sauvegarde suppose le respect des "conditions normales" de l'exploitation de toutes les forces de travail, y compris, bien entendu, celle des dockers.

Pareille attitude conduit nécessairement à étouffer l'esprit de révolte et de lutte sous le respect des autorités morales et physiques de la société d'exploitation. La grève, dans ces conditions, se transforme en servile recours à l'intervention d'instances supérieures, en des appels au maire, au Préfet, au ministre, tous fonctionnaires obéissant à un gouvernement dont l'opportunisme ne cesse par ailleurs de nous dire qu'il est "au service exclusif" des monopoles, de la régression sociale, du patronat. On mesure d'ailleurs la quelle est la dégradation présente de cet opportunisme : autrefois il se bornait à solliciter l'intervention des parlementaires "de gauche", supposés plus compréhensifs à l'égard des revendications ouvrières ; aujourd'hui il implore directement les personnages d'autorité de l'Etat capitaliste !

Quand un député "communiste" ennemi acharné des "monopoles", écrit à Pompidou, chef du gouvernement de ces mêmes monopoles : "Force est de constater que le

Pouvoir ne fait rien pour contraindre les acconiers à lever le lock-out" ; quand "La Marseillaise", journal "communiste", écrit : "On se demande ce que fait le gouvernement pour faire cesser une situation anormale", il est bien clair que ce langage ne peut avoir d'autre effet que d'inculquer cette idée aberrante qu'un gouvernement peut être à la fois l'instrument des capitalistes et un juge impartial capable de les mettre à la raison. Quand "L'Union des femmes françaises" (communiste) envoie des suppliques au préfet, au ministre de l'Équipement, au directeur du port leur demandant de faire lever le lock-out, c'est-à-dire d'interdire à la classe sociale dont ils sont les serviteurs l'usage de sa principale arme de rétorsion ; quand les syndicats C.G.T. des dockers reprochent aux acconiers de "ne pas avoir respecté les dispositions légales en matière de conflit", de "s'être impunément dispensé de la procédure de conciliation et d'arbitrage", cachant par là ce que cette attitude révèle au grand jour, à savoir que l'arbitrage ne fonctionne jamais que pour servir les patrons, on ne peut attendre de telles formules que la confusion et le désarroi dans l'esprit des ouvriers.

Cette politique ne se borne pas à des contradictions de propagande, elle s'inscrit dans les faits avec un cynisme, à l'égard des ouvriers, qui n'a d'égal que sa servilité à l'égard des patrons. Lorsque les acconiers intimement aux syndicats de se plier aux conditions draconiennes qu'ils fixent à la reprise du travail, l'Union départementale de la C. G. T. répond que les syndicats "ont examiné très attentivement, avec le plus vif intérêt" ces propositions, "et particulièrement le passage sur le fonctionnement régulier du port". Elle ajoute même que "les travailleurs du port aspirent ardemment à travailler dans des conditions sociales pacifiques", ce qui ne pourra être réalisé que "dans le cadre d'accords francs et loyaux". Alors que la grève a précisément été provoquée par la déloyauté patronale ! Alors que "La Marseillaise" dénonce par ailleurs cette attitude des acconiers dont "la proposition sonne déjà comme une injonction". Ce même journal écrira un peu plus tard que les conditions posées par les acconiers, "en langage patronal signifient : "abandonnez vos revendications et les moyens de les défendre, après nous discuterons", ajoutant, non sans impudence : "il va sans dire que c'est une solution inacceptable pour les dockers". Ce qui ne l'empêche nullement de reproduire consciencieusement toutes les propositions syndicales en vue d'accepter cette "solution inacceptable" ; notamment le 7 février, date à laquelle le même journal écrit que "démontrant leur esprit de conciliation, les travailleurs du port s'engagent, si le lock-out est levé, à reprendre le travail aux conditions d'avant le 2 janvier", c'est-à-dire, comme souligné plus haut, en reprenant les heures supplémentaires, le travail du dimanche, etc... ; en renonçant à l'arme d'action sur laquelle tout le mouvement de grève était basé.

Il ne saurait être question, pour conclure, de reprocher aux dockers d'avoir cédé aux exigences des acconiers : dans la situation où ils étaient enfermés, on ne voit guère ce qu'ils auraient pu faire d'autre. Il faudrait pourtant que de cette énième expérience la leçon soit tirée. Aussi longtemps que les ouvriers acceptent de lier leur sort à celui des classes moyennes, de "leur port", de "leur région", aussi longtemps qu'ils en épouseront les méthodes et partageront les illusions, ils seront voués à la défaite et à l'humiliation. Au point où en sont les choses ce courant défaitiste sera très dur à surmonter, mais cela ne pourra se faire que sous le drapeau des intérêts spécifiques et de la mission spécifique du prolétariat.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE 1967 LISTE NUMÉRO 2

Gilles Soutien, 8 ; André, 1 ; Gustave, 1 ; Hubert, 1 ; Félicien, 1 ; Victor, 1 ; Julien, 1 ; Hubert, 1 ; Robert, 1 ; Rémi, 1 ; Roger, 1 ; Luc, 5 ; André, 2 ; Jean, 2 ; Léon, 2 ; Yves, 1 ; Paul, 1 ; Jules, 1 ; François, 40 ; Vive le Prolétaire, 10 ; Dominique, 10 ; Presse, 5 ; Gérard, 5 ; Russo, 20 ; Emile, 12 ; Réunion Publique Marseille, 18,75 ; Michel Soutien, 8 ; Suzanne, 90 ; Christian, 40 ; Georges Soutien, 30 ;

Guy Soutien, 8 ; Yolande, 8 ; Pierre, 40 ; R. et R., 40 ; Lucien, 20 ; P.O., 20 ; Mario, 10 ; Paris, 38,90 ; Mario Livan, 10 ; Giuliano, 14 ; Cecchino de la part de Beppi de Venise, 20.

Francs  
Total liste N° 2 ..... 529,25  
Total précédent ..... 111,56  
Total général ..... 641,41

Directeur - Gérant  
F. GAMBINI  
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
3 et 5 boulevard Desplaces  
M A R S E I L L E (X<sup>III</sup>)

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris  
Distribué par les N.M.P.P.